

**N° 4356<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1997-1998

---

**PROJET DE LOI****sur les armes et munitions**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(18.11.1997)

Par dépêche en date du 30 octobre 1996, le Premier Ministre a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique.

Au texte du projet de loi, élaboré par le ministre de la Justice, étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Le Conseil d'Etat ignore si l'avis de la chambre professionnelle compétente a été demandé sur le projet de loi sous rubrique. En tout cas, aucun avis n'est parvenu au Conseil d'Etat avant l'adoption du présent avis.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le projet de loi sous rubrique vise en premier lieu à assurer la transposition en droit national de certaines dispositions de la directive 91/447/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes. Il s'agit plus particulièrement des dispositions ayant trait à la carte européenne d'arme à feu. Apparemment les autorités communautaires reprochent au Luxembourg de n'avoir pas inscrit directement dans sa législation la prédite carte européenne.

Il est vrai que la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions ne contient aucune référence directe à un tel document. Toutefois un règlement grand-ducal du 27 novembre 1995 modifiant le règlement grand-ducal du 13 avril 1983 pris en exécution de la loi sur les armes et munitions énumère parmi les autorisations à délivrer par le ministre de la Justice la carte européenne d'arme à feu, en fixe la durée de validité et détermine la taxe à percevoir en relation avec son établissement. Dans son avis du 13 juin 1995 relatif au projet de règlement grand-ducal devenu par la suite le règlement grand-ducal du 27 novembre 1995, le Conseil d'Etat avait estimé que, s'agissant en l'occurrence d'un document sous le couvert duquel son titulaire peut se rendre avec son arme dans un ou plusieurs autres Etats membres de l'Union européenne, et les autorisations à l'importation et à l'exportation relevant au titre de l'article 5 de la loi du 15 mars 1983 de la compétence du ministre de la Justice, il était possible d'introduire dans le droit national la carte européenne d'arme à feu sur cette base légale. Il est à supposer que depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 27 novembre 1995 les errements administratifs suivis en la matière assurent l'application des dispositions afférentes de la directive communautaire.

Le Conseil d'Etat n'entend cependant pas s'opposer à voir consacrer dans la loi elle-même ladite carte européenne d'arme à feu, ce d'autant plus que les auteurs du projet de loi n'entendent pas se limiter à une modification ponctuelle de la législation en la matière, mais proposent une adaptation de l'ensemble des dispositions légales. Cette refonte de la loi du 15 mars 1983 est dictée par le souci de rendre l'application de la législation en la matière plus aisée et plus efficace.

\*

Les modifications essentielles que le projet de loi sous avis se propose d'apporter à la législation sur les armes et munitions sont les suivantes:

- regroupement des différents types d'armes dans des catégories distinguant entre armes prohibées, armes soumises à autorisation et armes à usage limité;

- modification du régime des autorisations individuelles, à l'effet de régler dans la future loi elle-même aussi bien les conditions d'octroi et de refus que le contenu de ces décisions;
- incrimination d'opérations financières dans le domaine des armes.

Le Conseil d'Etat se penchera plus particulièrement sur ces principales modifications dans le cadre de l'examen des textes.

Il entend faire, dans le contexte des présentes considérations, deux remarques d'ordre général:

- a) le Luxembourg dispose déjà à l'heure actuelle d'une réglementation très stricte sur les armes et munitions. Le Conseil d'Etat approuve pleinement cette politique restrictive en la matière. Il faut toutefois se rendre à l'évidence qu'une telle politique se conçoit d'autant plus facilement que la fabrication industrielle d'armes n'existe pas au Luxembourg.
- b) déjà lors de l'élaboration de la loi du 15 mars 1983, il avait été souligné que notre législation est plus sévère que celle en vigueur dans d'autres pays voisins. Il en résulte que certaines armes, considérées comme prohibées ou comme soumises à autorisation au Luxembourg, sont en vente libre dans les pays voisins. Même si la directive 91/477/CEE tend à opérer un rapprochement des législations sur les armes dans les différents Etats membres, des disparités subsisteront. Il y aura donc toujours des armes à feu en vente libre dans les pays avoisinants. Ce qui vaut pour les armes à feu, vaut a fortiori pour les armes blanches, qui relèvent des seules législations des Etats membres.

Cette disparité des législations nationales permet à des résidents d'acquérir à l'étranger des armes dont ils savent pertinemment qu'elles ne sont pas en vente libre au Luxembourg.

La suppression des contrôles aux frontières intérieures permet par ailleurs de les importer sans trop de difficultés au Luxembourg.

Il serait donc erroné de croire qu'en cette matière il suffirait, à titre de police préventive, de se doter d'une réglementation très restrictive.

Dans d'autres cas, une personne, qui n'a pas nécessairement l'intention de commettre une infraction en acquérant une arme en vente libre dans un de nos pays voisins et en l'important ensuite au Luxembourg, aura néanmoins matériellement violé la loi luxembourgeoise, et la seule violation matérielle donnera alors lieu à application des dispositions pénales contenues dans la loi.

Le fait de voir dans les infractions à la législation sur les armes et munitions des infractions matérielles peut se justifier au regard de la nature de cette législation, qui consiste à assurer une police préventive dans un secteur où la répression doit être particulièrement efficace.

Il faudrait toutefois veiller à ce que la réglementation en cette matière reste proportionnée au but de police préventive qui est de son essence.

Si, aux termes de l'article 135 du Code pénal, sont compris dans le mot armes, toutes machines, tous instruments, ustensiles ou autres objets tranchants, perçants ou contondants, dont on se sera saisi pour tuer, blesser ou frapper, il n'en résulte pas qu'une législation sur les armes et munitions devra obligatoirement réglementer tous ces instruments ou engins dans un but de police préventive. La répression pénale risque de perdre de son effet dissuasif, si elle est omniprésente au point d'être banalisée.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

### *Section I. – Armes*

#### *Article 1er.*

Jusqu'ici, la loi distinguait entre les armes prohibées et les armes soumises à autorisation. Le projet prévoit l'introduction d'une troisième catégorie d'armes, pour lesquelles aucune autorisation spéciale n'est requise, mais dont l'acquisition et le port en public seront réglementés.

a) Le projet de loi range parmi les armes prohibées les armes nucléaires et bactériologiques. Le Conseil d'Etat ne voit pas de prime abord l'utilité d'englober dans le champ d'application de la future loi ces armes non conventionnelles, qui, ainsi que le relève le commentaire des articles, sont de toute façon totalement prohibées au Luxembourg.

La même remarque vaut pour les armes chimiques au sens de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, approuvée par la loi du 10 avril 1997.

S'agit-il, le cas échéant, de se prémunir contre d'éventuels trafics criminels de matières brutes susceptibles d'être utilisées pour la fabrication de telles armes? Indépendamment de la question de savoir si de tels trafics ne sont pas susceptibles d'être réprimés au titre d'autres dispositions légales, se poserait la question de savoir si ces matières brutes, substances, etc. sont susceptibles de constituer des „pièces détachées essentielles“ de ces armes, au sens de l'article 2 du projet.

Si telle était l'intention des auteurs du projet de loi, le Conseil d'Etat se demande si la législation sur les armes et munitions est le domaine le plus approprié pour réglementer la question. Ces substances ne relèvent en effet pas du domaine des armes et munitions: il suffit pour s'en convaincre de renvoyer à la loi du 10 avril 1997 précitée approuvant la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, et plus particulièrement à l'Annexe de cette Convention et aux tableaux y figurant énumérant les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs.

Le Conseil d'Etat relève encore que le projet entend voir englober dans les termes „armes et engins destinés à porter atteinte aux personnes au moyen de substances chimiques“ les pistolets et revolvers destinés à tirer des cartouches à substance inhibitive, ces derniers termes, figurant dans la loi de 1983, n'étant toutefois pas spécialement repris par les auteurs du projet. Les termes „substances“ et „gaz“ semblent par ailleurs être utilisés de manière non différenciée.

Le Conseil d'Etat n'est pas à même de juger si cette façon de procéder permet effectivement de couvrir toutes les armes et tous les engins que les auteurs du projet entendent voir englober dans le champ d'application de la future réglementation.

b) Le projet de loi maintient la distinction entre armes prohibées et armes soumises à autorisation. Par contre au lieu de procéder par voie énumérative et essentiellement fonctionnelle des armes qui sont à considérer comme armes soumises à autorisation, les auteurs du présent projet ont opté pour une approche beaucoup plus globale, et de ce fait moins fonctionnelle. Il n'est donc plus question, dans le projet de loi sous avis, des armes à feu pour la défense et le sport, ou réputées de chasse et de sport, ou présentant des caractéristiques de fonctionnement ou des performances identiques aux armes de sport et de chasse, qui, seules peuvent faire l'objet d'une autorisation de la part du ministre de la Justice, au titre de la législation actuelle.

Cette approche est parfaitement concevable du moment que la notion d'arme est une notion à contenu essentiellement variable. Tel engin est intrinsèquement cause de dangers, tel autre engin ne le devient que de par sa manipulation ou de par l'usage qui en est fait.

Tenir compte des caractéristiques intrinsèques d'un instrument, sans pour autant négliger de prendre en considération les possibilités d'abus pouvant résulter de la manipulation ou de l'usage d'autres engins, conduit presque inévitablement à devoir opérer un *distinguo* fonctionnel qu'il peut être malaisé de transposer dans la pratique quotidienne.

Le Conseil d'Etat peut donc se rallier globalement à l'approche des auteurs du projet de loi, pour ce qui est de la classification des types d'armes, sous réserve toutefois des observations à l'endroit de l'article 22 du projet.

Le Conseil d'Etat ne voit cependant pas quelle raison objective pourrait justifier de classer les engins conçus ou adaptés pour tirer ou lancer, au moyen d'une pression explosive, des obus, des grenades, bombes, torpilles, roquettes et autres projectiles quelconques, dans la catégorie des armes soumises à autorisation, alors que les grenades, obus, torpilles, bombes, roquettes, fusées contenant un dispositif explosif ou incendiaire sont classés armes prohibées.

Le Conseil d'Etat constate encore que toutes les armes à feu seront désormais rangées dans la catégorie des armes soumises à autorisation. Pourtant certains instruments de droit international, auxquels le Luxembourg est partie, opèrent une distinction entre les armes à feu.

C'est ainsi que la Convention d'application de l'Accord de Schengen range en son article 79 les armes à feu normalement utilisées comme armes à feu de guerre dans la catégorie des armes prohibées. Pour ces armes à feu l'acquisition, la détention, le commerce par des personnes physiques ou morales ne peuvent être autorisés que dans des cas particuliers, si la sécurité et l'ordre public ne s'y opposent pas.

Il échet d'ailleurs de relever qu'il y a concordance entre les dispositions de la Convention d'application de l'Accord de Schengen et la directive 91/477/CEE sur ce point.

Même si le régime des autorisations institué par le présent projet est très restrictif, et rencontre dès lors les exigences posées par le prédit article 79 de la Convention d'application, le Conseil d'Etat aurait

marqué une préférence pour voir ranger dans la catégorie des armes prohibées au moins les armes à feu à usage exclusivement militaire.

Si le Conseil d'Etat ne propose pas de modification en ce sens, c'est uniquement en raison du fait qu'il serait pour certaines armes assez difficile de dire dans quelle catégorie il y a lieu de les ranger. Il semble alors encore préférable de classer les armes à feu, à l'exception des lanceurs et autres engins conçus ou adaptés pour tirer des obus ou lancer des grenades, roquettes et autres projectiles visés au point 3 de la catégorie A, dans une seule et même catégorie d'armes.

Le Conseil d'Etat propose cependant de ranger dans la catégorie des armes prohibées les munitions aux balles perforantes, ou encore des projectiles dum-dum ou à pointes creuses, visés à l'article 79 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

Pour ce qui est du point 9 de la catégorie B, le Conseil d'Etat est à s'interroger sur l'opportunité d'inclure les armes et autres engins énumérés au point 3 de la catégorie A et qui ont été rendus inaptes à fonctionner, parmi les armes soumises à autorisation. Le commentaire des articles est d'ailleurs quelque peu contradictoire en ce qui concerne ce genre d'engins: d'un côté, il est dit que le point 9 vise les enveloppes des munitions et engins de guerre dont la possession reste interdite à cause de leur extrême dangerosité; d'un autre côté, il est fait état de ce que les enveloppes vides, dont toute charge explosive a été retirée, ne représentent plus aucun danger.

En réalité les auteurs du projet redoutent l'usage abusif de ces engins.

Pour ces engins, il est difficile, voire impossible, de dire s'ils sont encore aptes ou non à fonctionner. En apparence, ces engins auront toujours le caractère d'armes aptes à fonctionner.

Le Conseil d'Etat aurait préféré le maintien de la solution retenue par la loi du 15 mars 1983, qui, en son article 4 alinéa 2, point a), permet au ministre de la Justice d'autoriser l'importation, l'acquisition, l'achat, le transport, la détention, la vente, la cession, l'exportation ou le commerce de telles armes, à la condition que ces armes soient destinées à faire partie d'une collection ou d'une panoplie et qu'elles aient été définitivement rendues inaptes à fonctionner.

Le Conseil d'Etat n'est en tout cas pas convaincu que la soumission de ces engins, rendus inaptes au fonctionnement, au régime des armes soumises à autorisation constitue une solution de rechange satisfaisante. Le régime des autorisations individuelles, tel qu'institué par le présent projet, est conçu pour des armes aptes à fonctionner. En appliquant à ces engins les dispositions régissant la procédure à suivre pour l'octroi de l'autorisation ministérielle, on aboutira à un travail administratif absolument disproportionné. Le risque existe donc que cette procédure soit réduite à sa plus simple expression, et que le tout soit réduit à une simple formalité.

De toute façon un éventuel usage abusif de tels engins est susceptible d'être sanctionné au titre d'autres dispositions légales, notamment en combinaison avec l'article 135 précité du Code pénal, de sorte que le Conseil d'Etat propose de faire abstraction du point 9, et de prévoir une solution qui s'inspire de l'article 4, alinéa 2, point a) de la loi du 15 mars 1983.

c) En ce qui concerne la nouvelle catégorie C, le Conseil d'Etat constate que les auteurs du projet de loi proposent d'y faire figurer la plus grande partie des armes blanches. Il y aurait donc abandon du système complexe actuel, qui ainsi que le relèvent à juste titre les auteurs du projet de loi, n'est guère d'une application aisée. Le Conseil d'Etat peut y marquer son accord de principe. Il reviendra toutefois ci-dessous sur la question de la réglementation de l'usage de ces armes.

#### *Articles 2 et 3.*

Les articles 2 et 3 reprennent les dispositions figurant actuellement déjà dans la loi de 1983.

A l'alinéa premier de l'article 3, les auteurs du projet de loi proposent de maintenir la disposition actuelle habilitant le pouvoir exécutif à compléter ou à modifier le classement général des armes établi par la loi.

Dans la mesure où ces modifications sont susceptibles d'affecter directement le commerce des armes en question, se pose la question si la disposition sous rubrique peut être maintenue au regard de l'article 11 (6) de la Constitution, qui réserve au pouvoir législatif d'établir les restrictions à la liberté du commerce et de l'industrie.

Le libellé actuel, qui autorise le pouvoir exécutif à compléter ou à modifier la classification légale, sans aucune précision ni aucune limite, paraît en tout état de cause inacceptable.

Le Conseil d'Etat, tout en n'étant pas insensible aux arguments développés par les auteurs du projet de loi à l'appui du maintien de la disposition en question, est cependant d'avis qu'il est pour le moins improbable qu'un nouveau type d'armes surgisse du jour au lendemain, ou qu'un type d'arme se révèle brusquement d'une dangerosité telle qu'il soit nécessaire de modifier au plus vite le catalogue des armes établi par la loi.

Le Conseil d'Etat relève en passant que les modifications apportées par divers règlements grand-ducaux à la loi du 15 mars 1983 auraient tout aussi bien pu être opérées en utilisant la procédure législative normale, sans que pour autant la sécurité publique ne s'en trouve compromise.

Le Conseil d'Etat recommande dès lors de faire abstraction de l'alinéa premier de l'article 3 sous rubrique, au texte duquel, dans sa version actuelle, il devrait s'opposer formellement.

Pour ce qui est de l'alinéa 2 de l'article 3, le Conseil d'Etat ne voit pas à quel titre le projet de loi pourrait permettre au pouvoir exécutif d'autoriser le port de récipients destinés à émettre des gaz défensifs ou des appareils produisant des chocs électriques dissuasifs, dont il est prouvé qu'ils sont inoffensifs pour la santé des êtres vivants. Dans quelle catégorie d'armes ces instruments et récipients sont-ils à ranger? Il faut partir de la prémisse qu'ils ne sont pas destinés à porter atteinte aux personnes. Ils n'ont pas d'effet paralysant. Peut-on alors encore affirmer qu'il s'agit d'armes prohibées ou d'armes soumises à autorisation? Pour ce faire, il faudrait déjà avoir recours à une interprétation extensive des points 2, catégorie A et 5, catégorie B.

Si le législateur entend habiliter le pouvoir exécutif à excepter certains engins respectivement de la catégorie des armes prohibées et de celle des armes soumises à autorisation, il faudrait pour le moins être sûr que ces engins relèvent des types d'armes classés armes prohibées ou armes soumises à autorisation.

En l'absence de plus amples précisions à cet égard, le Conseil d'Etat propose également la suppression de l'alinéa 2 de l'article 3.

#### *Article 4 (3 selon le Conseil d'Etat).*

L'article 4 reprend les dispositions de l'article 4, alinéa 1er de la législation actuelle. Il n'interdit toutefois ni d'importer, ni d'exporter ces armes. Par ailleurs, il ne serait plus interdit de faire le commerce de ces armes, les termes „faire le commerce“ visant l'hypothèse d'opérations commerciales effectuées à partir du Grand-Duché sans que les armes ainsi négociées n'entrent sur le territoire du Grand-Duché (doc. parl. 2400, page 11).

D'après le commentaire des articles, l'article 4 sous avis impose une interdiction totale de toute activité relative à des armes de la catégorie A. Force est de constater qu'il y a pour le moins discordance entre le texte proposé et le commentaire des articles afférent.

Il y aurait par ailleurs également risque de discordance avec le nouvel article 34 du projet sous rubrique, qui vise à interdire aux établissements de crédit et aux autres professionnels du secteur financier de procéder à des opérations financières relatives, notamment, à l'importation, à l'exportation ou à toute autre activité en relation avec le négoce d'armes des catégories A et B, pour lesquelles le client ne peut pas produire une autorisation afférente établie par le ministre de la Justice.

Il convient donc de compléter l'article 4 du projet à l'effet qu'il soit clair qu'il est interdit d'importer, d'exporter ou de faire le commerce des armes de la catégorie A.

Le Conseil d'Etat renvoie par ailleurs à ses observations formulées à l'endroit de l'article 1er, point 9 de la catégorie B, pour suggérer de compléter l'article 4 sous rubrique à l'effet d'y maintenir la solution retenue actuellement par la loi du 15 mars 1983 en ce qui concerne les armes prohibées faisant partie d'une collection ou d'une panoplie.

#### *Article 5 (4 selon le Conseil d'Etat).*

Les mêmes remarques que celles formulées à l'endroit de l'article 4 valent pour l'article 5 du projet.

a) Pour ce qui est de l'importation et de l'exportation, que les auteurs du projet n'entendent pas régler dans le cadre de l'article sous rubrique, il y a lieu de relever

- que le projet de loi relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, auquel le commentaire de l'article semble renvoyer, ne permet pas d'ores et déjà de dire si notamment toutes les armes à feu tomberont dans le champ d'application de cette future loi. Le projet de loi renvoie en effet

à une liste à fixer par règlement grand-ducal. Or, une liste énumérative présente toujours l'inconvénient de ne pas nécessairement englober tous les types d'armes et de munitions.

- que le fait que jusqu'ici aucune importation ou exportation distincte d'une opération d'achat ou de vente n'a été autorisée, ni d'ailleurs l'autorisation sollicitée, n'est pas un argument décisif pour supprimer, dans l'article 5 sous avis, la soumission de l'importation et de l'exportation, en tant que tels, à une autorisation du ministre de la Justice.

Le Conseil d'Etat ne saurait dès lors que recommander de continuer à les inclure dans le nouveau texte.

b) Le Conseil d'Etat constate que le projet, dans sa teneur actuelle, risque de laisser planer un doute sur le commerce d'armes auquel des personnes physiques ou morales, établies à Luxembourg, pourraient se livrer. On pourrait être amené à croire que, mis à part l'autorisation d'établissement, ces personnes pourraient librement exercer leurs activités, du moment que les armes n'entrent pas sur le territoire du Grand-Duché. L'alinéa final de l'article 10 du projet de loi sous avis, loin de dissiper ce doute, ne fait en réalité que le renforcer: il ne suffit en effet pas de préciser que l'armurier ne peut en aucun cas se livrer au négoce d'armes à l'étranger ou à des opérations commerciales relatives à des armes en transit. L'interdiction, pour l'armurier, de faire le commerce des armes de la catégorie B n'implique pas per se que d'autres personnes, dans le cadre de leurs activités commerciales, se voient également interdire de se livrer à ce négoce qui ne figure pas expressément parmi les activités interdites au titre des articles 4 et 5 du projet de loi.

Le Conseil d'Etat propose, dans un souci de parallélisme avec l'article 4 et au vu de l'article 9 du projet de loi, d'inclure dans l'énumération du projet sous rubrique „la transformation“.

Le Conseil d'Etat propose encore de préciser que le régime des autorisations ministérielles s'applique également aux armes et munitions de la catégorie B qui constituent des antiquités, des objets d'art ou de décoration. Il proposera un texte s'inspirant de l'article 4 alinéa 2, point a) actuel de la loi de 1983.

#### *Article 6 (5 selon le Conseil d'Etat).*

L'article 6 définit le régime applicable aux armes de la catégorie C.

En principe, aucune autorisation n'est requise. Elles ne peuvent cependant être vendues ou cédées qu'à des personnes majeures, et leur usage est réglementé.

Le Conseil d'Etat est plus que réticent à l'égard de la réglementation de l'usage des armes de la catégorie C, telle que proposée par le projet sous rubrique.

En ce qui concerne les reproductions d'armes réelles, il est certes vrai que ces copies peuvent servir à des fins criminelles. Il n'est ainsi pas rare que des malfaiteurs utilisent de telles reproductions pour commettre leurs méfaits.

Ces imitations rentrent, d'après une jurisprudence bien établie, dans la définition des armes donnée par l'article 135 du Code pénal, de sorte que les délinquants sont passibles des peines aggravées que le Code pénal commine à l'égard des infractions à propos desquelles des armes ont été montrées. Ce ne sera certainement pas la peine encourue du chef de l'infraction à la législation sur les armes et munitions qui aura à cet égard un effet plus dissuasif que les peines encourues sur base des dispositions du Code pénal.

Le Conseil d'Etat met dès lors en doute l'utilité d'une réglementation de l'usage de ces reproductions d'armes, et il recommande de biffer l'alinéa 2 de l'article 6, tout comme il propose également de supprimer le point 1 de la catégorie C à l'article 1er du projet.

Si le législateur décidait néanmoins de maintenir ces textes, il faut se demander ce que les auteurs du texte entendent par „port en public“. Le malfaiteur qui est appréhendé avant d'avoir pu commettre l'infraction, pour la perpétration de laquelle il portait, cachée sur lui, une reproduction d'un revolver, est-il en infraction à la législation sur les armes et munitions telle que proposée par l'article 6 sous rubrique? Le commentaire de l'article pourrait laisser penser que les auteurs du projet de loi n'ont entendu viser que le fait de porter ouvertement l'arme dans des lieux accessibles à tous. Cette interprétation semble confirmée par la disposition qui, pour les armes énumérées au point 3 de la catégorie C, n'autorise le port en public que dans le cadre de manifestations culturelles ou sportives, en précisant expressément qu'elles ne doivent en aucun cas être portées cachées.

Or, les personnes qui désirent utiliser de telles reproductions d'armes pour commettre un méfait ne les porteront pas ouvertement jusqu'au lieu du crime. Il peut dans ces conditions paraître

disproportionné de vouloir sanctionner indistinctement tous ceux qui contreviendraient matériellement aux dispositions de la future loi, alors qu'en réalité on entend frapper ceux qui ont l'intention de faire un usage abusif des reproductions dont s'agit.

Il y a finalement encore lieu de relever que la distinction opérée à l'alinéa final de l'article sous rubrique entre reproductions de fantaisie et reproductions d'armes réelles risque de se révéler aléatoire, dans la mesure où même des reproductions d'armes réelles sont initialement conçues exclusivement pour les jeux des enfants.

Le Conseil d'Etat recommande en conséquence de faire abstraction de la disposition dont s'agit.

Pour les arcs de sport ou de loisirs, le Conseil d'Etat se demande également s'il n'est pas quelque peu excessif, voire contradictoire, de vouloir reléguer précisément les arcs de *loisirs* dans l'enceinte des seules compétitions sportives officielles.

Pour le boomerang, il faudrait d'abord savoir ce qu'on entend par ce terme: est-ce la forme qui est déterminante, est-ce le matériau? Par ailleurs, l'exigence légale a pour effet de bannir tout simplement le boomerang, alors qu'à la connaissance du Conseil d'Etat il n'y a pas de compétitions sportives officielles de boomerangs.

Ce qui semble être à l'origine des dispositions sous rubrique c'est le souci de prévenir les accidents qui sont susceptibles d'être causés à l'aide de ces engins. Or, le fait de porter en public par exemple un arc, qui serait d'après le texte sous avis à incriminer, n'est pas la cause première des accidents qui malheureusement arrivent, et qui arriveront encore et toujours, quelle que soit par ailleurs la réglementation adoptée.

Si quelqu'un se promène dans la rue avec son chien, en le tenant régulièrement en laisse, et que ce chien mord un passant, on peut évidemment argumenter que l'événement ne se serait pas passé si cette personne ne s'était pas promenade avec son chien à l'endroit précis juste à ce moment-là.

La cause première de l'accident n'est cependant pas la promenade avec le chien, mais un défaut d'attention ou de prévoyance du maître du chien, qui soit n'a pas prêté attention à ce qui se passait autour de lui, soit n'a pas surveillé suffisamment son chien ou n'a pas su le maîtriser. Il ne viendrait à l'idée de personne d'interdire pour autant aux propriétaires de chiens de se promener en public avec leur animal.

Il ne se recommande pas non plus en la présente matière d'avoir recours à la théorie de l'équivalence des conditions, pour incriminer certains faits qui en réalité ne sont pas directement à l'origine de l'accident qui s'est produit.

Le Conseil d'Etat marque en conséquence son opposition à l'alinéa 3 de l'article 6.

De par la généralité de ses termes l'alinéa 4 de l'article 6 s'applique à toutes les armes blanches visées au point 3 de la catégorie C. Ces armes blanches ne peuvent être portées ouvertement en public qu'à l'occasion de manifestations culturelles ou sportives. Le Conseil d'Etat suppose qu'il a été dans l'intention des auteurs du projet de n'admettre que le port des armes blanches ayant un lien direct avec la manifestation organisée: on voit mal, dans un spectacle médiéval, les participants arborer des couteaux de plongée.

Les auteurs du projet sous avis ont manifestement eu en vue les incidents qui sont susceptibles de se produire lors de grands événements sportifs, tels les matchs de football, où certains hooligans sortent à un moment donné d'un peu partout des armes de toute nature qu'ils avaient auparavant dissimulées. Ce souci est tout à fait légitime et le Conseil d'Etat peut en conséquence marquer son accord de principe à la disposition sous rubrique.

Eu égard à la suppression de la partie de l'alinéa final de l'article sous rubrique, que le Conseil d'Etat proposera ci-dessous, il convient cependant de libeller différemment la disposition de l'alinéa 4, afin d'éviter que le texte ne laisse croire que le port en public d'une arme blanche, quelle qu'elle soit, est interdit, sauf dans le cadre de manifestations culturelles ou sportives, ce qui manifestement n'a pas été dans l'intention des auteurs du projet de loi.

Le Conseil d'Etat peut encore marquer son accord avec la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 6 concernant les couteaux de plongée.

Il doit par contre s'opposer formellement au surplus du dernier alinéa de l'article sous rubrique.

Le texte manque tout d'abord de la précision requise au titre du principe constitutionnel de la légalité des incriminations: qu'est-ce qu'un couteau de camping? Est-ce le couteau-scout dont il est question dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi devenu par la suite la loi du 15 mars

1983 (doc. parl. 2400, page 7)? Qu'est-ce qu'un couteau de survie? Que faut-il entendre par „loisirs exercés en pleine nature“ et par „agglomérations“? A partir de quel moment peut-on parler d'agglomération?

Ensuite le texte proposé risque de conduire à des situations absolument grotesques: celui qui va acheter une hache dans un magasin sis au centre de l'agglomération et qui sort du magasin en portant cette hache, se rend-il coupable d'infraction à la législation sur les armes et munitions? Celui qui pour rendre service à son voisin en l'aidant à abattre un arbre, s'amène avec sa hache, risque-t-il de s'exposer de ce chef à des sanctions pénales? Ces quelques exemples devraient avoir démontré à suffisance que le texte est l'illustration du proverbe „qui trop embrasse, mal étreint“.

Le Conseil d'Etat ne saurait s'accommoder à cet égard du tempérament que pourrait constituer, face à une incrimination aussi large, le principe de l'opportunité des poursuites.

Sur base de l'ensemble des considérations qui précèdent le Conseil d'Etat recommande de libeller l'article 6 comme suit:

„La fabrication, l'achat, l'acquisition, la mise en dépôt, la détention, la cession et la vente des armes de la catégorie C ne sont pas soumis à autorisation. Toutefois la vente et la cession de ces armes ne peuvent se faire qu'à des personnes majeures.

Il est interdit de porter dans le cadre de manifestations culturelles, sportives ou artistiques, des armes de la catégorie C, point 2, hormis les armes dont le port ou l'usage est commandé par une telle manifestation. En aucun cas de telles armes ne peuvent y être portées cachées.“

Le port des couteaux de plongée n'est permis que conjointement avec les autres équipements de plongée.

#### *Article 7.*

L'article 7 est de l'avis du Conseil d'Etat à supprimer.

Les auteurs du projet de loi proposent d'affranchir les armes de la catégorie C des contraintes administratives découlant des régimes d'autorisations individuelles.

Les particuliers peuvent donc acquérir ces armes, qui seront en vente libre.

Il ne se recommande pas de faire rentrer par la petite porte de nouvelles contraintes administratives, pesant cette fois-ci sur les commerçants.

Il est vrai que l'article 6 stipule que ces armes ne peuvent être vendues qu'à des personnes majeures. Cette exigence ne justifie cependant pas qu'on oblige les commerçants à inscrire dans un registre spécial les noms, prénoms, dates de naissance et adresse de l'acquéreur. De telles contraintes sont absolument disproportionnées par rapport au but recherché. De toute façon, si un commerçant vend à un mineur une arme blanche, en connaissance de cause de la minorité de l'acquéreur, il lui suffit de ne pas inscrire l'opération sur son registre. A moins qu'il ne s'agisse d'un modèle d'arme très particulier ne se vendant que dans un magasin déterminé, il sera très difficile d'établir que c'est bien tel commerçant qui a vendu au mineur ladite arme.

#### *Article 8 (6 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

### *Section II. – Armuriers*

Les articles 9 à 16 traitent de l'agrément des armuriers.

#### *Article 9 (7 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

#### *Article 10 (8 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 10 le Conseil d'Etat relève que les auteurs du projet entendent limiter aux seules personnes physiques la délivrance de l'agrément ministériel. Le commentaire des articles s'étend longuement sur les raisons à la base de ce choix. Il n'en résulte pas pour autant qu'une personne morale ne serait pas à même d'exercer l'activité d'armurier.



Le Conseil d'Etat propose toutefois, afin de dissiper tout malentendu à cet égard, et pour tenir compte également de l'émergence de la société unipersonnelle, de libeller l'alinéa 2 différemment.

Il propose encore de faire abstraction de l'exigence d'un établissement commercial fixe au Grand-Duché de Luxembourg: tout d'abord cette notion d'„établissement commercial fixe“ peut prêter à discussions. Quelles exigences découlent de cette notion? Est-ce la même notion que celle d'établissement commercial stable au sens du droit fiscal, telle que cette notion est employée par exemple par la loi du 3 octobre 1991 concernant l'établissement de transporteur de voyageurs et de transport de marchandises par route? De toute façon, l'exigence d'un magasin offrant toutes les garanties de sécurité, figurant à l'article 11 du projet, semble suffisante pour tenir compte des préoccupations des auteurs du projet de loi à l'origine de l'exigence d'un établissement commercial fixe au Luxembourg.

Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il le libellé suivant:

„Indépendamment de la forme juridique sous laquelle l'activité professionnelle visée à l'article 9 (7 selon le Conseil d'Etat) ci-dessus est exercée, l'agrément ne peut être délivré qu'à des personnes physiques. L'exploitation effective par le titulaire de l'agrément en personne est de rigueur.“

Le Conseil d'Etat part de l'idée que l'autorisation requise au titre de la loi d'établissement sera également délivrée au vu des qualifications professionnelles du titulaire de l'agrément d'armurier, puisque c'est cette personne qui devra assurer l'exploitation du magasin.

#### *Article 11 (9 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 11 le Conseil d'Etat propose d'écrire que

„L'agrément ne peut être accordé qu'à des personnes présentant les garanties d'honorabilité nécessaires ...“.

Il n'y a pas lieu de chercher à ancrer dans la terminologie une gradation des exigences en matière d'honorabilité. Les termes „garanties d'honorabilité nécessaires“ ne devraient à cet égard pas limiter la latitude d'appréciation du ministre de la Justice.

A l'alinéa 3, le Conseil d'Etat ne comprend pas très bien pour quelle raison les personnes condamnées pour usage de faux doivent se voir refuser de plein droit l'agrément, tandis que le cas du faussaire n'est pas abordé. Il faut en effet signaler que les infractions de faux, dans les cas où elles sont punies de peines criminelles, sont le plus souvent décriminalisées, de sorte que le faussaire ne rentrera que rarement dans l'hypothèse d'une personne condamnée à une peine criminelle.

Il conviendrait dès lors soit de biffer les termes „usage de faux“, soit d'ajouter le terme „faux“, avant ceux de „usage de faux“.

Il y a par ailleurs lieu de se demander si les termes „usage illicite de substances médicamenteuses“ ne concernent que l'abus de médicaments ou si les auteurs ont voulu viser l'usage illicite des substances prévues à l'article 7 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Dans cette dernière hypothèse, il y aurait lieu de procéder par renvoi aux substances tombant sous le coup de l'article 7 de la loi modifiée de 1973 précitée.

Il y a finalement lieu de supprimer le terme „chantage“, qui recouvre l'infraction d'extorsion visée à l'article 470 du Code pénal, et à laquelle le point e) du dernier alinéa de l'article sous rubrique fait déjà expressément référence.

#### *Article 12 (10 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 12, le Conseil d'Etat propose de supprimer à la première phrase de l'alinéa premier les termes „sans autre forme“. Il y a lieu d'appliquer en l'occurrence les dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes.

Le Conseil d'Etat propose d'inclure, à l'alinéa 2, l'hypothèse d'une condamnation pour infraction aux restrictions, conditions ou obligations que l'agrément ou l'autorisation ministériels peuvent imposer. Il renvoie, dans ce contexte, à ses observations à l'endroit de l'article 38 du projet.

#### *Articles 13 à 16 (11 à 14 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

### Section III. – Autorisations

Les articles 17 à 33 déterminent le régime des autorisations individuelles.

#### Article 17 (15 selon le Conseil d'Etat).

L'article 17 prévoit la possibilité d'une autorisation de prêter ou de louer une arme de la catégorie B. Le commentaire des articles est muet sur les raisons qui ont amené les auteurs du projet à vouloir inclure ces hypothèses. Aux yeux du Conseil d'Etat il y a une certaine contradiction entre le fait de prêter ou de louer une arme de la catégorie B, s'agissant d'un prêt ou d'une location entre personnes privées, et le caractère strictement personnel de l'autorisation. Cette dernière précision ne signifie en effet pas seulement que l'autorisation ne peut être délivrée qu'à des personnes physiques, mais encore que l'autorisation est délivrée *intuitu personae*, ce qui devrait en principe comporter interdiction pour le titulaire de l'arme de la faire sortir de sa possession, et de la prêter, voire de la louer.

Si les auteurs ont eu en vue la location auprès d'un armurier, – l'article 9 du projet visant la location parmi les activités relevant de la profession d'armurier –, il n'y a pas lieu d'en faire état dans le contexte des autorisations individuelles. Celui qui veut entrer en possession d'une arme soumise à autorisation, que ce soit par le biais d'une acquisition à titre onéreux, ou d'une location, devra se munir au préalable de l'autorisation requise. Il devra être titulaire d'un port d'armes, ou d'une autorisation de détention d'armes. Par contre il n'a pas besoin d'être autorisé spécialement à louer l'arme.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de supprimer les termes „de prêter, de louer“.

#### Article 18 (16 selon le Conseil d'Etat).

L'article 18, alinéa 2, constitue une dérogation au principe du caractère individuel des autorisations visées à l'article 17. Le Conseil d'Etat peut y marquer son accord, étant précisé, d'une part, que ce régime dérogatoire ne vise pas la coopération policière établie par les articles 40 et 41 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, où la question est réglée spécifiquement, et, d'autre part, que ce régime dérogatoire doit rester tout à fait exceptionnel. On ne saurait en effet envisager des applications fréquentes de ce régime dérogatoire, sans que ne soit alors réglée également la question de l'emploi éventuel des armes. Le Conseil d'Etat propose de remplacer le terme „employées“ par celui de „visées“, afin précisément d'éviter tout malentendu à ce sujet.

#### Article 19 (17 selon le Conseil d'Etat).

L'article 19 suscite les observations suivantes:

- s'il est précisé qu'une enquête sur le comportement du requérant en public est menée, cela signifie que toutes les manifestations publiques d'un comportement, pouvant faire craindre ultérieurement un usage abusif d'armes, que ce soit en public ou en privé, sont prises en considération.
- à l'alinéa 2, il y a lieu de faire la même remarque qu'à l'endroit de l'article 11 du projet pour ce qui est des personnes condamnées pour usage de faux, sans que ne soient mentionnées les personnes condamnées du chef de faux.
- Le Conseil d'Etat renvoie encore à ses observations à l'endroit de l'article 11 pour ce qui est des termes „usage illicite de substances médicamenteuses“ employés par les auteurs du projet de loi sous avis.
- Finalement, il y a lieu de se demander ce que les auteurs du texte ont entendu viser par les termes „avoir contrevenu *délibérément* à des *règlements d'ordre public*“. Le Conseil d'Etat ne saisit pas très bien la nuance que les auteurs du projet entendent introduire dans le texte sous avis: est-ce qu'ils entendent viser l'hypothèse de plusieurs sanctions pénales de gravité moindre, mais dont par exemple le caractère répété peut être considéré comme dénotant dans le chef du délinquant un mépris manifeste, et partant délibéré, des réglementations violées? Une telle différenciation dans la gravité des sanctions peut se révéler délicate: comment différencier entre la sanction pénale infligée par le juge de police qui à propos de trois contraventions en concours réel prononce trois fois le maximum de l'amende de police, et la sanction prononcée par le tribunal correctionnel qui à propos d'un délit prononce une peine d'amende dont le montant est inférieur à la somme des trois amendes de police?

Quelles sont les réglementations qui relèvent de l'ordre public? Toutes les règles à la violation desquelles le législateur rattache une peine pénale sont des règles impératives, qui s'imposent d'une manière absolue au respect de tous.

Le Conseil d'Etat ne voit ni l'utilité ni la nécessité de consacrer dans un texte de loi certaines applications particulières de la règle générale selon laquelle la décision sur la demande d'autorisation intervient au vu du comportement du demandeur, tel qu'il se dégage de l'enquête menée en cause ensemble les renseignements sur les antécédents judiciaires de l'intéressé.

Le Conseil d'Etat ne saurait par ailleurs marquer son accord à la deuxième hypothèse envisagée à l'alinéa 3 de l'article sous rubrique, au regard en particulier du commentaire de l'article en question, selon lequel „le ministre de la Justice doit pouvoir exiger de la part du médecin traitant une appréciation quant à l'opportunité d'une autorisation de détenir ou de porter des armes de la catégorie B“. Il n'est pas conciliable avec le secret professionnel, qu'un médecin traitant soit obligé de fournir à une autorité administrative une appréciation, fut-elle indirecte, sur l'état de santé de son patient. Il paraît par ailleurs illusoire de vouloir imposer au demandeur de l'autorisation la production d'une telle attestation, puisque même dans ce cas, le médecin n'est pas obligé de délivrer à son patient une telle attestation, dont il sait pertinemment qu'elle est destinée à un tiers. D'un autre côté on met le médecin dans une situation extrêmement délicate, et ce non seulement vis-à-vis de son patient, alors qu'en somme on veut lui faire certifier que le patient est une source potentielle de danger pour lui-même ou pour autrui.

Le Conseil d'Etat ne saurait dès lors accepter en aucun cas les dispositions de l'alinéa 3 de l'article sous rubrique lesquelles sont à supprimer.

*Article 20 (18 selon le Conseil d'Etat).*

L'article 20 qui règle aussi l'hypothèse d'un changement, durant le cours normal de validité de l'autorisation, des motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation, est le corollaire de l'article 17 du projet, l'autorisation n'étant accordée qu'à la double condition que le comportement du requérant ne donne pas lieu à critique et que les motifs invoqués à l'appui de sa demande soient valables. Il doit cependant être évident que, lorsque le titulaire néglige d'informer le ministre de la Justice du changement intervenu, l'observation de la disposition sous rubrique ne pourra le plus souvent être contrôlée qu'après coup, c'est-à-dire après l'expiration de la durée de validité normale.

*Article 21 (19 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 21 il y a lieu de supprimer aux alinéas 1 et 2 le terme „incessamment“, le retrait devant s'effectuer en conformité de l'article 9 du règlement grand-ducal sur la procédure administrative non contentieuse cité ci-dessus, et qui réserve l'hypothèse où il y a péril en la demeure. Nonobstant les spécificités de la matière des armes et munitions, la procédure administrative non contentieuse présente suffisamment de souplesse pour tenir compte de toutes les éventualités.

Le Conseil d'Etat, anticipant ses observations à l'endroit de l'article 38 du projet, propose d'inclure dans les hypothèses visées à l'alinéa 2 de l'article sous rubrique les infractions aux conditions ou obligations dont peut être assortie l'autorisation ministérielle.

En ce qui concerne l'obligation faite à celui qui se voit retirer son autorisation, de remettre ses armes et munitions aux agents de la force publique, il doit être clair que cette remise n'équivaut en aucun cas à une confiscation. Le propriétaire conserve donc le droit de vendre ses armes, bien entendu dans le respect des dispositions de la législation en matière d'armes et munitions.

*Article 22 (20 selon le Conseil d'Etat).*

L'alinéa 2 de l'article 22 entend habiliter le pouvoir exécutif à énumérer certaines catégories d'armes ou de munitions pour lesquelles il est interdit de délivrer l'une ou l'autre des autorisations énumérées à l'alinéa premier.

Il semblerait donc que les auteurs du projet de loi soient conscients du fait que la classification, notamment de toutes les armes à feu, dans la catégorie des armes soumises à autorisation est de nature à se révéler par trop abstraite.

L'affirmation de l'exposé des motifs que le nouveau regroupement des différents types d'armes dans des catégories distinguant avec précision notamment entre armes prohibées et armes soumises à autorisation est donc pour le moins à relativiser.

La voie choisie par les auteurs du projet de loi pour tempérer quelque peu l'abstraction qui caractérise la classification générale des armes risque de conduire à l'établissement d'une liste d'armes et de munitions qui, tout en rangeant dans la catégorie des armes soumises à autorisation, seront en fait des armes

pour lesquelles soit une autorisation déterminée, soit aucune autorisation ne peut être délivrée. Or le projet, à l'article 3, entend déjà confier au pouvoir exécutif le pouvoir d'ajouter ou de retirer des armes, notamment aux catégories A et B, soit de transférer des armes classées de l'une de ces catégories à l'autre.

Cette intervention, à un double titre, du pouvoir exécutif à l'effet de tempérer les rigueurs de la classification générale des armes risque d'aboutir à une situation en définitive confuse, abstraction faite des considérations développées par le Conseil d'Etat à l'endroit de l'article 3 du projet au regard de l'article 11 (6) de la Constitution.

S'y ajoute le fait que le pouvoir exécutif est encore autorisé, par l'article 24 du projet, à déterminer les types d'armes qui sont à considérer comme armes de sports.

Il n'y a pas lieu, de l'avis du Conseil d'Etat de multiplier les listes de tous genres, sous peine de risquer de voir ôter à la matière le minimum de transparence à laquelle on peut raisonnablement s'attendre.

Le Conseil d'Etat ne saurait dès lors que recommander de supprimer la dernière phrase de l'alinéa deux de l'article 22.

*Article 23 (21 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

*Article 24 (22 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 24, l'opportunité et l'utilité de l'alinéa final échappent au Conseil d'Etat.

D'après le commentaire l'utilisation d'armes automatiques est interdite sur les champs de tir en Europe, à l'exception des champs de tir réservés aux forces de l'ordre. L'objet de l'alinéa final serait de préciser clairement que les armes automatiques ne peuvent pas être inscrites sur un permis de port d'armes de sport normal. Il faudrait déjà obtenir un permis de port spécial, qui permettrait alors uniquement la participation à une compétition de tir militaire officielle.

Or, les activités de la force publique ne rentrent pas dans le champ d'application de la loi, et il n'y a, a priori, pas de raison de prévoir une disposition spéciale concernant la participation aux compétitions de tir militaire officielles.

Si l'intention des auteurs du projet a été de couper court à toutes discussions en ce qui concerne l'admissibilité d'armes automatiques pour le tir sportif, il serait possible de compléter l'alinéa premier en y ajoutant la phrase "... à l'exclusion des armes automatiques".

Il n'y a en tout cas pas lieu de prévoir une disposition en faveur de certaines personnes désireuses de continuer à s'exercer au tir à l'arme automatique, exercice auquel ces personnes ont pu se livrer dans le cadre de leurs fonctions professionnelles. Une telle disposition risque en effet d'être considérée comme contraire à l'article 11(2) de la Constitution, comme n'étant pas susceptible d'une justification objective.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de supprimer l'alinéa final.

*Article 25 (23 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

*Article 26 (24 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 26, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de remplacer les termes „ayant leur domicile“ par celui de „résidant“, pour assurer une transposition correcte de la directive communautaire.

Il convient par ailleurs de remplacer les termes „conformément aux directives communautaires“ par ceux de „conformément aux dispositions communautaires“, le présent projet de loi ne pouvant valoir transposition anticipée d'éventuelles directives communautaires futures.

*Article 27 (25 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 27, il y a lieu de préciser de quels agents de l'Administration des Eaux et Forêts il s'agit. La formulation reprise de la loi actuelle ne peut pas être maintenue, sous peine d'opposition formelle, au regard de la teneur donnée à l'article 97 de la Constitution par la loi du 13 juin 1989.

Le Conseil d'Etat propose de confier aux agents de la carrière inférieure du préposé des eaux et forêts le pouvoir de constater les infractions en matière de port d'armes de chasse.

*Article 28 (26 selon le Conseil d'Etat).*

L'article 28 vise l'autorisation de détenir des armes soumises à autorisation.

L'alinéa 2 règle le cas particulier de la détention des armes de guerre. Au regard de la proposition du Conseil d'Etat de maintenir la possibilité offerte par l'article 4 alinéa 2 de la loi du 15 mars 1983 au ministre de la Justice d'autoriser certaines opérations en relation avec ces armes, si elles sont destinées à faire partie d'une collection ou d'une panoplie, l'alinéa 2 de l'article sous rubrique pourrait être supprimé.

L'alinéa 3 concerne les armes automatiques dont la détention ne devrait être possible que pour compléter une importante collection d'armes à feu ou une collection historique ou de souvenirs personnels. Le Conseil d'Etat se demande si, en faisant du caractère important ou non d'une collection d'armes à feu un des critères de décision, la disposition sous rubrique n'est pas de nature à donner lieu à des litiges avec l'administration. D'une manière plus générale, le désir de voir compléter une collection privée d'armes à feu est-il un motif susceptible d'être reconnu valable au sens de l'article 17 du projet?

Le Conseil d'Etat se prononce en tout état de cause contre la possibilité de détenir des armes automatiques dans le cadre d'une collection privée d'armes à feu, qu'elle soit importante ou non.

*Article 29 (27 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

*Article 30.*

Le Conseil d'Etat, en renvoyant à ses observations à l'endroit de l'article 17 du projet, recommande de ne pas s'engager dans le cadre de l'article 30 sur la voie d'une réglementation spécifique de la location ou du prêt entre personnes privées d'armes de la catégorie B.

Le Conseil d'Etat recommande donc de s'en tenir à la location par les seuls armuriers. Dans ce cas l'article 30 est à biffer, celui qui veut louer une arme de la catégorie B auprès d'un armurier devant de toute façon être en possession des autorisations nécessaires avant de pouvoir prendre possession de l'arme.

*Articles 31 et 32 (28 et 29 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

*Article 33 (30 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 33 le Conseil d'Etat propose une modification purement rédactionnelle.

*Section IV. – Disposition spéciale relative au secteur financier*

*Article 34.*

L'article 34 du projet vise à introduire une disposition spéciale relative au secteur financier dans la future législation sur les armes et munitions.

Il y a lieu de rappeler, en guise de toile de fond de la disposition sous rubrique, que les termes de „commerce d'armes“ au sens de l'article 4 de la loi du 15 mars 1983 ne comprennent pas le financement de tout ou partie de ventes d'armes, suivant une décision de la Chambre du conseil de la Cour d'appel.

Voir dans une opération de financement d'un négoce d'armes un acte de complicité à la fabrication ou à la vente des armes en question, soulève par ailleurs le problème de la compétence des juridictions luxembourgeoises pour poursuivre et juger un tel acte de complicité, si les opérations de fabrication ou de vente ont été entreprises par des étrangers hors du territoire du Grand-Duché.

Les auteurs du projet de loi proposent une incrimination des opérations de financement relatives à des activités en relation avec le maniement ou le négoce d'armes des catégories A et B, que les armes transitent ou non par le Grand-Duché, que les activités en relation avec le maniement ou le négoce d'armes soient entreprises au Luxembourg ou à l'étranger, et on peut y ajouter, par des nationaux ou par des étrangers.

Ce n'est donc pas au titre de la participation criminelle à une activité délictueuse de base, par en quelque sorte un emprunt de criminalité, que les opérations de financement sont incriminées. L'interdiction

des opérations de financement de ces activités constitue un délit distinct et autonome des activités de fabrication, de vente, ou autres. Aussi l'incrimination est-elle appelée à jouer alors même que les activités de fabrication, de vente, etc., entreprises à l'étranger, sont parfaitement légales au regard de la législation du pays dans lequel ces activités sont entreprises.

Les auteurs du projet de loi proposent donc d'appliquer en l'espèce le système dit de la pluralité d'infractions: la responsabilité pénale des établissements de crédit et des autres professionnels du secteur financier serait donc à apprécier en fonction de leurs agissements et par rapport à la loi luxembourgeoise, sans référence à la responsabilité pénale éventuelle (ou à l'absence de responsabilité pénale) d'autres participants, et notamment des personnes se livrant aux activités auxquelles se rapportent les opérations de financement.

Le Conseil d'Etat n'est pas opposé au principe même d'une telle incrimination. Toutefois, telle que proposée par les auteurs du projet de loi, cette incrimination des opérations de financement des activités en relation avec le maniement ou le négoce d'armes des catégories A et B soulève un certain nombre de questions:

- Quelles obligations les professionnels du secteur financier assumeront-ils au titre de cette nouvelle disposition? Est-ce qu'à cet égard la nouvelle incrimination tient suffisamment compte des spécificités des multiples types de financement? Le banquier qui escompte des effets de commerce se livre à une opération cambiaire. Il ne s'intéresse pas en principe aux opérations commerciales de base qui ont donné lieu à l'émission de ces effets de commerce, et n'a d'ailleurs pas à s'y intéresser. Il en va encore ainsi en matière de crédit documentaire, qui est un mode de financement en principe totalement indépendant du contrat commercial sous-jacent.
- L'incrimination est-elle compatible avec le droit communautaire? Depuis le 1er janvier 1994 et suite à l'entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne les articles 67 à 73 du Traité des CE et la directive sur les mouvements de capitaux (directive 88/361 du Conseil du 24 juin 1988) sont remplacés par les articles 73 B à 73 G. En vertu de l'article 73 B, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux et toutes les restrictions aux paiements sont en principe interdites. Si l'article 73 D, paragraphe 1, point b) réserve le droit des Etats membres de prendre toutes les mesures indispensables pour faire échec aux infractions à leurs lois et règlements, ces mesures ne doivent cependant constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements.

L'incrimination des opérations de financement des activités liées au maniement ou au négoce d'armes, à supposer qu'il s'agisse d'une incrimination qui n'est pas neutralisée par le droit communautaire, ne risque-t-elle pas de se révéler incompatible avec le principe communautaire de la proportionnalité: le législateur luxembourgeois peut-il interdire le financement de toutes activités en relation avec le maniement ou le négoce d'armes, même si ces activités se déroulent à l'étranger en conformité de la législation étrangère?

- Il y a lieu encore de faire le rapprochement avec le projet de loi portant introduction de l'infraction de blanchiment au code pénal. Ce projet de loi tend à voir sanctionner tous ceux qui ont sciemment facilité la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'une infraction à la législation sur les armes et munitions.

Sera-t-il toujours aisé de faire la distinction entre opérations de financement d'une activité relative au maniement ou au négoce d'armes et opérations susceptibles de constituer un acte de blanchiment?

L'infraction de blanchiment existe alors même que l'infraction primaire a été commise à l'étranger. Toutefois cette infraction doit être punissable dans l'Etat où elle a été commise, sauf les cas où la loi (luxembourgeoise) permet la poursuite de l'infraction (primaire) même si elle n'est pas punissable dans l'Etat où elle a été commise.

N'y aura-t-il pas le risque d'une discordance dans l'application des deux incriminations: les opérations de financement seront toujours punissables, alors même que l'infraction de base, commise à l'étranger, n'est pas punissable conformément à la législation étrangère et qu'aucune disposition de droit interne n'attribue compétence aux juridictions luxembourgeoises pour en connaître. Qu'en est-il de l'infraction de blanchiment? En principe les activités de négoce d'armes ou les activités en relation avec le maniement d'armes, menées par des étrangers à l'étranger ne peuvent pas être poursuivies au Luxembourg, aucune disposition légale ne reconnaissant compétence aux juridictions luxembourgeoises de poursuivre et de juger de telles activités. Si par ailleurs les activités en cause ne sont pas

punissables au titre de la législation étrangère, il n'y aura pas d'acte de blanchiment pénalement punissable.

En d'autres termes, le financement par un établissement de crédit luxembourgeois d'opérations en relation avec le maniement ou le négoce d'armes relèvera toujours de la loi pénale luxembourgeoise, alors que le dépôt auprès de ce même établissement de crédit des revenus engendrés par des opérations identiques ne relèvera pas nécessairement de la loi pénale luxembourgeoise incriminant le blanchiment.

- Il y a enfin lieu de signaler une autre difficulté qui risque de se heurter à une poursuite efficace de telles opérations de financement. Il y a lieu d'admettre que la plupart des opérations de financement auront trait à des activités menées à l'étranger, sans que les armes en question ne transitent par le Grand-Duché. Si ces activités sont licites au regard de la législation étrangère, il ne sera le plus souvent pas possible d'instruire convenablement le dossier, alors que les commissions rogatoires que les autorités judiciaires ne manqueront pas d'adresser aux autorités de l'Etat ou des Etats étrangers, se heurteront à l'absence de la double incrimination, condition posée par la plupart des Etats liés par la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale à la recevabilité des commissions rogatoires, notamment de celles tendant à voir opérer des perquisitions et saisies.

Le Conseil d'Etat estime indispensable de clarifier les questions ci-dessus évoquées, avant de procéder à l'incrimination des opérations de financement. Il y a en effet lieu d'éviter de voter un texte qui risque de se révéler inefficace à la première épreuve. La crédibilité du Grand-Duché n'y gagnerait rien, bien au contraire.

Le Conseil d'Etat ne saurait, en l'état, marquer son accord au texte tel que proposé, eu égard aux nombreuses incertitudes juridiques que ce texte soulève.

#### *Section V. – Taxes*

*Articles 35 à 37 (31 à 33 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

#### *Section VI. – Dispositions pénales*

*Article 38 (34 selon le Conseil d'Etat).*

Le Conseil d'Etat n'a pas d'objections de principe à l'égard de l'article 38 du projet sous avis. Dans la mesure où les dispositions du projet, à la violation desquelles une sanction pénale doit être rattachée, sont suffisamment explicites, nettes et précises, une incrimination par renvoi aux „dispositions de la loi“ peut se concevoir, sans que le principe constitutionnel de la légalité des incriminations ne se trouve battu en brèche. Si la Chambre des députés devait cependant avoir des doutes à cet égard, il y aurait lieu de procéder par un renvoi précis aux dispositions à la violation desquelles des sanctions pénales doivent être rattachées.

Le Conseil d'Etat propose en tout état de cause de préciser que ce ne sont pas seulement les infractions aux dispositions de la loi et des règlements grand-ducaux pris en son exécution, mais encore les infractions aux conditions, obligations et restrictions des agréments et autorisations ministériels qui sont punissables d'un emprisonnement de 8 jours à 1 an et d'une amende de 10.001 à 500.000 francs.

Le Conseil d'Etat, au regard du fait que la plupart des armes à feu sont désormais considérées comme des armes soumises à autorisation, propose par ailleurs d'inclure parmi les infractions punissables d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 10.001 à 10.000.000 francs, également les infractions aux dispositions de l'article 5 du projet, c'est-à-dire la détention, etc. sans autorisation ministérielle afférente.

#### *Section VII. – Dispositions transitoires et abrogatoires*

*Article 39 (35 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 39 le Conseil d'Etat propose de dire que la loi *modifiée* du 15 mars 1983 est abrogée, ce qui permettra au texte de se dispenser d'énumérer les différents règlements grand-ducaux qui ont complété soit la liste des armes prohibées, soit la liste des armes soumises à autorisation, tout en respectant par ailleurs le parallélisme des formes.

Il convient de préciser que les dispositions de la loi modifiée de 1983 restent toutefois applicables aux infractions commises sous leur empire.

*Article 40 (36 selon le Conseil d'Etat).*

Sans observation.

*Article 41 (37 selon le Conseil d'Etat).*

A l'article 41, dernier alinéa, il y a lieu de préciser quelles peines sont applicables, soit les peines de l'alinéa premier, soit celles de l'alinéa 2 de l'article 38. Compte tenu de la modification proposée par le Conseil d'Etat à l'endroit de l'alinéa 2 de l'article 38 du projet, il se recommande de sanctionner les détenteurs d'armes qui ne se conforment pas aux prescriptions de l'article sous rubrique aux peines d'emprisonnement et d'amende fixées par l'alinéa 2 de l'article 38 du projet.

Suit le texte proposé par le Conseil d'Etat:

\*

## **PROJET DE LOI sur les armes et munitions**

### **Section I. – Armes**

**Art. 1er.**– Tombent sous le régime de la présente loi, les armes et munitions énumérées ci-après:

#### *Catégorie A – Armes prohibées*

1. Les armes et engins destinés à porter atteinte aux personnes au moyen d'agents bactériologiques ou d'éléments nucléaires et radioactifs.

2. Les armes et engins destinés à porter atteinte aux personnes au moyen de substances chimiques, de gaz lacrymogènes, toxiques, asphyxiants, fumigènes, ou de substances similaires, ainsi que leurs munitions.

3. Les grenades, mines, bombes, obus, torpilles, roquettes et autres projectiles et engins contenant un dispositif explosif ou incendiaire, à l'exclusion des matières explosives destinées à des fins scientifiques ou industrielles, ainsi que celles employées pour les travaux d'excavation et de démolition.

4. tous les lanceurs et autres engins conçus ou adaptés pour tirer ou lancer les armes visées au point 3.

5. les munitions avec des projectiles dum-dum ou à pointes creuses ainsi que les projectiles pour ces munitions.

#### *Catégorie B – Armes soumises à autorisation*

1. Les armes à feu et autres engins conçus ou adaptés pour tirer des balles et autres projectiles quelconques, ainsi que ceux destinés à émettre des substances gazeuses ou liquides au moyen d'une pression explosive.

2. Les armes et engins conçus ou adaptés pour tirer des balles, pointes, flèches et autres projectiles quelconques, ainsi que ceux destinés à émettre des liquides chimiques, soit au moyen de gaz ou d'air comprimé, soit au moyen de ressorts ou d'autres systèmes de propulsion mécanique.

3. Les arbalètes, frondes et autres engins destinés à lancer des objets destinés à porter atteinte aux personnes.

4. Les cannes à épée, les couteaux-papillons, les couteaux à cran d'arrêt dont la lame jaillit par simple pression, ainsi que toute arme blanche se présentant sous une forme dissimulant sa véritable nature.

5. Les appareils à effet inhibitif destinés à paralyser des personnes ou des animaux, ainsi que les pistolets destinés à l'abattage des animaux, dits „tue-bétail“.



6. Les coups de poing, massues, casse-tête, matraques et autres objets destinés à porter atteinte aux personnes.

7. Les munitions destinées aux armes désignées ci-dessus, à l'exception de celles qui sont visées à la catégorie A.

8. Les silencieux pour armes à feu.

(suppression du point 9.)

#### *Catégorie C – Armes blanches et armes de jeu*

(suppression du point 1.)

1. Les arcs de sport ou de loisirs et les boomerangs.

2. Les armes blanches telles que hallebardes, lances, piques, baïonnettes, machettes, haches de guerre, cimeterres, épées, glaives, sabres, fleurets, dards, stylets, poignards, pointes, coutelas, couteaux de survie, couteaux à lancer, couteaux de plongée et autres couteaux à double tranchant ou munis d'une garde.

Ne sont pas comprises dans cette catégorie les reproductions d'armes blanches ne présentant pas de pointes dures ou de tranchant coupant.

**Art. 2.**– Les dispositions concernant les armes et munitions s'appliquent également aux pièces détachées essentielles de ces armes et leurs munitions.

(Art. 3.– du projet de loi à supprimer)

**Art. 3.**– Il est interdit d'importer, de fabriquer, de transformer, de réparer, de transporter, d'acheter, d'acquérir, de détenir, de porter, de mettre en dépôt, de céder, de vendre, d'exporter ou de faire le commerce des armes et munitions énumérées à la catégorie A.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le ministre de la Justice peut autoriser la détention d'armes de la catégorie A, points 3. et 4., pour faire partie d'une collection historique ou de souvenirs personnels, à la condition qu'elles aient été rendues inaptes à fonctionner.

Il peut également autoriser à titre exceptionnel, notamment dans le cadre de manifestations culturelles ou de tournage de films, une utilisation temporaire des armes visées au point 4. de la catégorie A, dans les conditions spécifiées à l'article 16 ci-après.

**Art. 4.**– L'importation, la fabrication, la transformation, la réparation, le transport, l'achat, l'acquisition, la mise en dépôt, la détention, le port, la cession, la vente, l'exportation et le commerce d'armes ou de munitions de la catégorie B ne sont permis que sur autorisation préalable du ministre de la Justice.

Cette autorisation n'est pas requise pour les munitions destinées aux armes pour lesquelles une autorisation de détention ou de port d'armes a été délivrée.

L'autorisation du ministre de la Justice est également requise pour l'importation, l'acquisition, l'achat, le transport, la détention, la vente, la cession, l'exportation ou le commerce d'armes et de munitions de la catégorie B qui constituent des antiquités, des objets d'art ou de décoration ou qui sont destinées à faire partie d'une collection ou d'une panoplie; l'autorisation peut être soumise à la condition que l'arme ait été définitivement rendue inapte à fonctionner.

**Art. 5.**– La fabrication, l'achat, l'acquisition, la mise en dépôt, la détention, la cession et la vente des armes de la catégorie C ne sont pas soumis à autorisation. Toutefois la vente et la cession de ces armes ne peuvent se faire qu'à des personnes majeures.

(suppression des alinéas 2 et 3)

Il est interdit de porter dans le cadre de manifestations culturelles, sportives ou artistiques, des armes de la catégorie C, point 2., hormis les armes dont le port ou l'usage est commandé par une telle manifestation. En aucun cas de telles armes ne peuvent y être portées cachées.

— Le port des couteaux de plongée n'est permis que conjointement avec les autres équipements de plongée.

(suppression de l'article 7 du projet de loi)

**Art. 6.**— La présente loi ne s'applique pas:

- a) aux commandes d'armes et de munitions faites par l'Etat;
- b) aux activités de la force publique;
- c) aux agents de l'autorité ou de la force publique qui portent en service ou détiennent pour le service une arme faisant partie de leur équipement réglementaire;
- d) aux collections et panoplies appartenant à l'Etat ou à la Couronne;
- e) aux armes à air comprimé et leurs munitions acquises et détenues par les exploitants de stands forains et ambulants de tir et à leur utilisation par le public.

## *Section II. – Armuriers*

**Art. 7.**— Au sens des dispositions de la présente loi, on entend par „armurier“ toute personne dont l'activité professionnelle, principale ou accessoire, consiste, en tout ou en partie, à fabriquer, à transformer, à réparer, à importer, à acheter, à mettre en dépôt, à vendre, à échanger, à louer ou à exporter des armes de la catégorie B.

**Art. 8.**— Il est interdit d'exercer l'activité d'armurier sans en avoir au préalable obtenu l'agrément du ministre de la Justice.

Indépendamment de la forme juridique sous laquelle l'activité professionnelle visée à l'article 7 ci-dessus est exercée, l'agrément ne peut être délivré qu'à des personnes physiques. L'exploitation effective par le titulaire de l'agrément en personne est de rigueur.

L'agrément est personnel et ne peut être délégué à des tierces personnes. L'ouverture de succursales ou de points de vente ambulants n'est pas permise.

La durée de validité de l'agrément est de cinq ans; l'agrément est renouvelable.

L'agrément peut être limité à certaines opérations et à certaines catégories d'armes et de munitions; il peut être assorti d'obligations et de conditions.

L'agrément n'autorise que les opérations visées à l'article 7 de la présente loi et qui concernent des armes qui sont importées directement au Grand-Duché de Luxembourg ou qui se trouvent déjà sur le territoire luxembourgeois; il n'autorise en aucun cas le négoce d'armes à l'étranger ou des opérations commerciales relatives à des armes en transit.

**Art. 9.**— L'agrément ne peut être accordé qu'à des personnes présentant les garanties d'honorabilité nécessaires et qui disposent d'un magasin adéquat pour stocker des armes et munitions dont la surveillance est garantie en permanence.

L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires du postulant et de tous les éléments fournis par l'enquête administrative.

Il ne peut en aucun cas être accordé:

- a) aux personnes âgées de moins de dix-huit ans accomplis;
- b) aux personnes placées sous tutelle ou curatelle et à celles qui sont placées dans un établissement ou service psychiatrique fermé;
- c) aux étrangers, non ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, résidant dans le pays depuis moins de cinq ans;
- d) aux personnes condamnées à une peine criminelle;
- e) aux personnes condamnées pour vol, recel, extorsion, escroquerie, \_\_\_\_\_, faux, usage de faux ou usage illicite des ou d'une des substances visées à l'article 7 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

**Art. 10.**— L'agrément est essentiellement révocable et peut être retiré \_\_\_\_\_:

- a) aux personnes énumérées aux points b), d) et e) de l'article 9 ci-dessus;

b) aux personnes condamnées pour une infraction à la présente loi, à ses règlements d'exécution ou aux conditions, obligations et restrictions des agréments et autorisations ministériels délivrés en exécution de la présente loi.

Les personnes auxquelles l'agrément a été retiré sont tenues de remettre leurs armes et munitions, ainsi que le certificat d'agrément entre les mains des agents des forces de l'ordre dans le délai imparti par l'arrêté de retrait.

**Art. 11.**— Les quantités maximales des différents types d'armes et des munitions afférentes pouvant être tenues en stock au magasin de l'armurier sont fixées par le ministre de la Justice.

**Art. 12.**— Les armuriers sont tenus de tenir un registre, dont le modèle est déterminé par règlement grand-ducal, dans lequel ils inscrivent, sans blanc, ni rature, l'entrée et la sortie des armes en précisant pour chaque arme le genre, la marque, le modèle, le calibre et le numéro de fabrication, le nom et l'adresse du fournisseur, les nom, prénom et adresse de l'acquéreur, ainsi que le numéro et la date de l'autorisation ministérielle afférente.

Le registre doit être exhibé à toute réquisition des agents de l'autorité publique. Il doit être conservé par l'armurier pendant une période de dix ans au moins, même en cas de cessation de l'activité, ou être remis au ministre de la Justice.

Les armuriers peuvent être tenus à délivrer une copie de leur registre au ministre de la Justice.

**Art. 13.**— Il est interdit aux armuriers de remettre à un titre quelconque des armes et munitions à des particuliers non munis d'une autorisation ministérielle adéquate.

**Art. 14.**— En cas d'émeutes, d'attroupements suspects ou d'atteintes portées à la paix publique, le ministre de la Justice peut ordonner la fermeture ou l'évacuation de tous magasins et dépôts d'armes ou de munitions et le transfert de celles-ci en un lieu indiqué par lui.

Le transfert est effectué aux frais de l'Etat et à charge d'indemniser le propriétaire des armes et des munitions évacuées dans le cas où elles n'auraient pu lui être restituées ou auraient été détériorées.

### *Section III. – Autorisations*

**Art. 15.**— L'autorisation d'acquérir, de transporter, de détenir, de porter, \_\_\_\_\_ de vendre ou de céder des armes et munitions de la catégorie B est délivrée par le ministre de la Justice, si les motifs invoqués à l'appui de la demande sont reconnus valables.

**Art. 16.**— Les autorisations ministérielles sont strictement personnelles et essentiellement révocables. Elles peuvent être assorties d'obligations et de conditions.

Toutefois, dans le cadre de la coopération internationale, le ministre de la Justice est autorisé à établir, sans détermination individuelle des porteurs et sans précision des armes visées, des autorisations collectives en faveur de certains corps d'agents de sécurité appartenant à des autorités publiques étrangères ou internationales, afin de leur faciliter leurs missions sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ces autorisations doivent contenir la désignation exacte du corps concerné et décrire avec précision le genre et la durée des missions pour lesquelles elles sont établies. Elles ne peuvent porter une validité supérieure à un an, mais elles sont renouvelables.

De même, dans le cadre de manifestations culturelles ou de tournage de films, où le port d'armes de la catégorie B s'avère nécessaire, le ministre de la Justice peut exceptionnellement autoriser une personne responsable à distribuer ces armes à des acteurs ou à des figurants qui ne sont pas titulaires d'une autorisation personnelle afférente. Dans ces cas, les armes à feu ne peuvent être chargées que de balles à blanc et toutes les armes doivent être remises, dès la fin des opérations, au responsable qui les restitue sans délai à leurs propriétaires. Les autorisations afférentes sont strictement limitées au temps nécessaire pour la préparation et l'exécution des scènes programmées et doivent spécifier la provenance des armes y énumérées.

**Art. 17.**— L'autorisation ministérielle est délivrée à la suite d'une enquête sur le comportement du requérant en public et sur ses moyens d'assurer une garde permanente des armes sollicitées.

Aucune autorisation n'est délivrée:

- aux personnes placées sous tutelle ou curatelle;
- aux personnes placées dans un établissement ou service psychiatrique fermé;
- aux personnes notoirement connues pour ne pas être saines d'esprit;
- aux personnes condamnées à une peine criminelle;
- aux personnes condamnées pour vol, recel, extorsion, escroquerie, \_\_\_\_\_, faux, usage de faux ou usage illicite des ou d'une des substances visées à l'article 7 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

(alinéa 3 à supprimer)

Pour des raisons individuelles graves, le ministre de la Justice peut, au profit de certaines personnes, lever temporairement la défense de détenir ou de porter des armes et munitions.

**Art. 18.**– La durée de validité des autorisations est fixée par règlement grand-ducal; les autorisations périmées sont renouvelables, si les conditions ayant motivé l'autorisation initiale sont encore remplies.

Au cas où les conditions ou la motivation ayant conduit à l'autorisation changent, comme en cas de modification des caractéristiques des armes autorisées, l'autorisation devient caduque et nécessite de la part de son titulaire l'introduction d'une nouvelle demande tenant compte des modifications intervenues.

**Art. 19.**– Les autorisations sont \_\_\_\_\_ retirées aux personnes énumérées à l'alinéa 2 de l'article 17.

Elles sont encore \_\_\_\_\_ retirées, lorsque leurs titulaires ont fait un mauvais usage d'une arme autorisée ou lorsqu'ils ont contrevenu aux dispositions de la présente loi, de l'un de ses règlements d'exécution ou aux obligations et conditions dont est assortie l'autorisation ministérielle.

Elles peuvent être retirées, lorsque le comportement ou l'état mental du titulaire laisse craindre qu'il ne soit fait un mauvais usage des armes autorisées.

Les personnes auxquelles l'autorisation a été retirée sont tenues de remettre leurs armes et munitions, ainsi que le certificat d'autorisation entre les mains des agents des forces de l'ordre dans le délai et les conditions fixés par l'arrêté de retrait.

Lorsqu'une autorisation a été retirée, une nouvelle demande, basée sur les mêmes motifs, ne peut être présentée qu'après un délai de cinq ans à compter du jour de la notification de l'arrêté de retrait.

**Art. 20.**– Les autorisations de porter une arme sont établies moyennant un document officiel, dont on distingue quatre types:

- a) le port d'armes de chasse;
- b) le port d'armes de sport;
- c) le port d'armes spécial;
- d) la carte européenne d'armes à feu.

Un règlement grand-ducal peut déterminer le modèle de ces quatre types de documents et la forme des inscriptions afférentes. (suppression de la deuxième phrase de cet alinéa)

**Art. 21.**– Le port d'armes de chasse n'autorise que le port et la détention d'armes autorisées pour la chasse.

Il permet à son titulaire de détenir les armes y énumérées, de les transporter non chargées entre son domicile et le lieu de la chasse, ainsi que de les porter chargées sur le terrain de chasse et d'y tirer sur du gibier.

Le port d'armes de chasse expire non seulement au terme de sa validité, mais encore si son titulaire n'est plus en possession d'un permis de chasse valable.

**Art. 22.**– Le port d'armes de sport n'autorise que le port et la détention d'armes normalement utilisées pour exercer le tir sportif, à l'exclusion des armes automatiques.

Un règlement grand-ducal peut déterminer quels types d'armes sont à considérer comme armes de sport.

Le port d'armes de sport permet à son titulaire de détenir les armes y énumérées, de les transporter non chargées entre son domicile et un terrain de tir officiellement aménagé, ainsi que d'y participer à des exercices de tir.

Pendant la première année, le tireur sportif ne peut être autorisé qu'à porter des armes de petit calibre, à moins qu'il n'apporte la preuve qu'il est habitué au maniement des armes depuis plus d'un an déjà.

(suppression du dernier alinéa)

**Art. 23.**– Le port d'armes spécial autorise le port d'armes dans des circonstances exceptionnelles ou pour des besoins particuliers. Il peut être émis avec ou sans restrictions.

Il permet à son titulaire de détenir les armes y énumérées et de les porter dans les conditions y établies, ainsi que de se rendre à un terrain de tir officiellement aménagé pour y faire des exercices de tir.

**Art. 24.**– La carte européenne d'armes à feu est délivrée aux ressortissants luxembourgeois ou aux étrangers résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui désirent se déplacer avec une arme à feu à l'intérieur de l'Union européenne.

Elle est établie conformément aux dispositions communautaires établies en la matière.

La possession de la carte européenne d'armes à feu ne dispense pas son titulaire de l'obligation d'avoir un port d'armes national en règle.

**Art. 25.**– Le port d'armes doit être porté en même temps que l'arme et être exhibé à toute réquisition des agents de l'autorité publique.

Les agents de l'Administration des Eaux et Forêts de la carrière inférieure du préposé des eaux et forêts sont compétents, dans l'exercice de leurs fonctions, pour rechercher et constater les infractions relatives au port d'armes de chasse.

**Art. 26.**– L'autorisation de détenir des armes de la catégorie B permet à son titulaire de garder les armes y énumérées à son domicile. Hormis le cas visé à l'alinéa 2 de l'article 29, il est interdit à son titulaire de déplacer lesdites armes en dehors de son domicile sans autorisation spéciale de transport.

(suppression de l'alinéa 2)

L'autorisation de détenir des armes automatiques n'est accordée \_\_\_\_\_ que dans le cadre d'une collection historique ou de souvenirs personnels.

**Art. 27.**– L'autorisation d'acquérir ou d'acheter des armes de la catégorie B n'est accordée que parallèlement à une autorisation de port ou de détention pour les mêmes armes.

Elle permet à son titulaire d'aller quérir les armes y énumérées auprès de leur vendeur ou cédant et de les transporter à son domicile. Durant le trajet, les armes à feu ne peuvent être chargées.

(suppression de l'article 30 du projet)

**Art. 28.**– L'autorisation de vendre ou de céder des armes de la catégorie B n'est accordée que parallèlement à l'autorisation d'acheter ou d'acquérir les mêmes armes dans le chef du nouveau propriétaire.

**Art. 29.**– Il est interdit à tout propriétaire d'armes de la catégorie B de confier ou de remettre ses armes, que ce soit à titre onéreux ou à titre gratuit, même temporairement, à une personne non autorisée à cette fin par le ministre de la Justice.

Toutefois, le transport d'une arme par son propriétaire auprès d'un armurier agréé à des fins de réparation, de révision ou de vente est permis sans autorisation spéciale de transport.

**Art. 30.**– L'autorisation spéciale de transporter des armes et des munitions doit contenir la description exacte des armes à transporter, ainsi que les lieux de départ et de destination. Elle peut imposer un trajet déterminé et fixer des conditions de transport.

Elle permet à son titulaire, ou à la personne mandatée par lui, de transporter les armes y énumérées, non armées, entre le lieu de départ et le lieu de destination selon les conditions y fixées.

#### ***Section IV. – Disposition spéciale relative au secteur financier***

(Article 34 du projet: à revoir)

#### ***Section V. – Taxes***

**Art. 31.**– Un règlement grand-ducal détermine les taxes à percevoir lors de la présentation des demandes en obtention des différentes autorisations prévues par la présente loi et lors du renouvellement de ces demandes.

Le même règlement grand-ducal fixe la taxe à percevoir lors de la demande en obtention de l'agrément d'armurier, ainsi que des demandes de modification ou de renouvellement dudit agrément.

Le montant de ces taxes, qui ne sont pas restituables, ne peut être ni inférieur à cent francs, ni supérieur à cinquante mille francs.

**Art. 32.**– Si plusieurs autorisations sont demandées par une même personne un même jour, seule la taxe la plus élevée est perçue.

**Art. 33.**– Les autorisations délivrées à des fonctionnaires et employés publics pour le compte d'une administration publique sont exemptes de toute taxe.

#### ***Section VI. – Dispositions pénales***

**Art. 34.**– Les infractions aux dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux pris en son exécution ainsi que les infractions aux conditions, obligations et restrictions des agréments et autorisations ministériels délivrés sur base de la présente loi sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 10.001 à 500.000 francs.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, le maximum de la peine d'emprisonnement pour les infractions aux articles 3, 4 et 8 alinéas 1 et 6 est fixé à cinq ans et le maximum de l'amende pour les infractions aux mêmes dispositions est fixé à 10.000.000 francs.

#### ***Section VII. – Dispositions transitoires et abrogatoires***

**Art. 35.**– La loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, telle que modifiée, est abrogée. Elle reste cependant applicable aux infractions commises sous son empire.

Le règlement grand-ducal du 13 avril 1983 pris en exécution de la loi sur les armes et munitions, tel qu'il a été modifié par la suite, reste en vigueur jusqu'à son remplacement par un nouveau règlement grand-ducal pris sur la base des dispositions de la présente loi.

**Art. 36.**– Les autorisations délivrées sur base des dispositions de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions restent valables jusqu'à leur expiration.

**Art. 37.**– Les détenteurs d'armes de la catégorie B, visée à l'article 1er, doivent, s'ils ne sont pas en possession d'une autorisation de port ou de détention afférente, faire la déclaration de leurs armes à la brigade de gendarmerie ou au commissariat de police de leur domicile dans les six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi et introduire une demande en obtention d'une autorisation ministérielle afférente.

Les armes, pour lesquelles une autorisation de détention ou de port n'a pas été sollicitée au moment de la déclaration prescrite à l'alinéa qui précède, doivent être remises à la brigade de gendarmerie ou au commissariat de police du domicile de leur détenteur dans les neuf mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les détenteurs d'armes qui ne se sont pas conformés aux dispositions du présent article sont passibles des peines fixées à l'alinéa 2 de l'article 34.

Ainsi délibéré en séance plénière le 18 novembre 1997.

*Le Secrétaire général,*  
Emile FRANCK

*Le Président,*  
Paul BEGHIN